

CIBLE

Inacceptable

Dans son discours du 11 mars à l'École militaire, Nicolas Sarkozy a montré sa totale incompréhension de la stratégie nucléaire. Depuis que la France dispose de ce type d'armement, l'autorité politique est en mesure de dissuader tout pays agresseur, quelle que soit sa puissance, par le risque de destructions inacceptables par rapport à l'enjeu que nous représentons.

La dissuasion nucléaire protège notre seule nation, mais elle la protège complètement - sans qu'il soit besoin d'une aide extérieure. Or Nicolas Sarkozy a affirmé que l'Otan reposait sur un engagement fondamental : « *celui de l'assistance mutuelle en cas d'agression* ». Et « *ce ne sont certainement pas les Français qui vont s'inquiéter d'avoir un accord avec les États-Unis d'Amérique au cas où nous serions agressés (...)* ».

C'est proclamer qu'on n'a pas confiance en notre capacité de dissuasion nucléaire. C'est jeter le doute sur notre détermination à réagir. C'est placer la France sous la protection du bouclier américain. Lequel a un inconvénient : il protège les États-Unis, qui ne mettront pas leur existence en péril pour sauver leurs alliés.

Ne nous laissons pas soumettre.

AFGHANISTAN

**Il faut
partir,
et vite !**

Afrique

**Sarko
au Congo**

p. 5

NAR

**Notre
28^e Congrès**

p. 10-11

Revanche du poétique

À supposer que la bataille sociale livrée par les départements d'outre-mer⁽¹⁾, ait été temporairement apaisée par les concessions cumulées de l'État, des collectivités locales et du patronat, la question qu'elle pose ne peut pas être considérée comme dépassée.

Dans l'effervescence du conflit, une majorité de nos concitoyens a conçu le rêve et entrevu la possibilité de fonder, par exemple, une *Guadeloupe nouvelle*. Tant que des chefs de file comme Domota persistent à exprimer ce désir et cette volonté, il sera illusoire de les ramener à la routine. En effet, à la différence des luttes sociales conventionnelles, tout entières définies par leur contenu revendicatif, il ne suffit pas ici d'une négociation, même aboutie, pour éteindre la flamme de ce qui s'est révélé à beaucoup sous le visage d'une utopie mobilisatrice.

Du moins est-ce le message – à prendre d'autant plus au sérieux qu'il peut s'appliquer incessamment à nous-mêmes – du manifeste qu'un groupe d'intellectuels, philosophes et poètes, natifs ou habitants de Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, a lancé sous le titre énigmatique de « *Manifeste pour les "produits" de haute nécessité* » (2).

Première caractéristique, selon eux, de la récente bataille : avoir lié entre elles – *Lyan-naj* – des luttes catégorielles jusque là « *inaudibles* » livrées pour la sauvegarde des services publics ou l'économie de base. Ainsi, « *la souffrance réelle du plus grand nombre (confrontée à un délire de concentrations économiques, d'ententes et de profits) rejoint des aspirations diffuses, encore inexprimables mais bien réelles* ».

Dès lors, s'est dissipé chez beaucoup le sentiment d'impuissance, car « *on peut saisir l'impossible au collet* » et, par delà les besoins *prosaïques* de « *première nécessité* » qui ont motivé la mise en branle, reconnaître une « *haute nécessité poétique* » qui motive le combat pour sauver à long terme le sens de l'existence. Combat mondialisé : le péril ne vient pas du béké, ni du capitalisme en soi, mais du « *dogme du libéralisme économique* (qui) *s'est emparé de la planète, pèse sur la totalité des peuples, et pré-*

side dans tous les imaginaires – non à une épuration ethnique mais bien à une sorte d'épuration éthique (entendre : désenchantement, désacralisation, désymbolisation, déconstruction même) de tout le fait humain... » réduit au seul horizon d'être consommateur ou producteur.

Derrière le *prosaïque* pouvoir d'achat ou panier de la ménagère pour lequel on se bat, il s'agit donc de faire émerger le *poétique* qui transfigure l'existence. Non pas de la manière « *révée* », inopérante, qu' imagine aussitôt le pragmatique, mais au nom de cette évidence traditionnelle – et tant pis s'ils vont pomper dans Morin, Deleuze ou Gorz leurs citations ! – que le politique n'est rien s'il ne transcende à la fois les faits et les concepts qui le guident. On croit relire les notes de « *Nous sommes en marche* » en mai 68 : « *...il ne saurait y avoir d'avancées sociales qui se contenteraient d'elles-mêmes. Toute avancée sociale ne se réalise vraiment que dans une*

Les premières conclusions de nos concitoyens d'outre-mer montrent la maturité de leur démarche. La question de l'indépendance, voire celle, toujours menaçante, de la confrontation ethnique, sont absolument dépassées historiquement. Quant aux institutions, le « *mouvement se doit de fleurir en vision politique* » afin de dénoncer le « *pseudo pouvoir* » dont se farde aujourd'hui leur « *inexistence au monde* ». L'irresponsabilité collective est le plus grand ennemi : il faut « *accéder à une responsabilité de nous-mêmes par nous-mêmes et au pouvoir de nous-mêmes sur nous-mêmes...* » afin d'aborder les problèmes en saine responsabilité. Et pour finir : « *Nous appelons à une haute politique, à un art politique, qui installe l'individu, sa relation à l'Autre, au centre d'un projet commun où règne ce que la vie a de plus exigeant, de plus intense et de plus éclatant, et donc de plus sensible à la beauté.* »

Voilà de quoi sortir de la servilité geignarde où nous barbotons et réétalonner notre approche générale du politique.

Luc de GOUSTINE

(1) Analysée dans *Royaliste* n° 943, « *Antilles : pourquoi la révolte ?* » par François Villemonteix.

(2) Ernest Breleur, Patrick Chamoiseau, Serge Domi, Gérard Delver, Édouard Glissant, Guillaume Pigeard de Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar, Jean-Claude William.

<http://lucky.blog.lemonde.fr/2009/02/19/les-enrichissements-typographiques-du-%C2%AB%C2%A0manifeste-pour-les-produits-de-haute-%C2%A0necessite-%C2%BB-des-intellectuels-antillais/>

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : Revanche du poétique - p.3 : Sachez lâcher vos chiens ! - Les invisibles du Calais - p.4 : Tous ensemble, tous ensemble ! - p.5 : Sarkozy au Congo - p.6/7 : Partir et vite ! - p.8 : Le tournoi des ombres - p.9 : Combats pour l'unité - p.10/11 : 28^e Congrès de la NAR - p. 12 : Éditorial : Vers la violence sociale.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Sachez lâcher vos chiens !

Toujours généreuse, la direction de *Royaliste* offre aux gens des médias un cours gratuit de formation. Thème : gestion du scandale politique. Intervenant : colonel Sponz, chef des services secrets royalistes et titulaire, entre autres, d'un diplôme de manipulogie.

Pour titre de mon diplôme de fin d'études, j'avais choisi « *Manip' ta Mère* » (1) car je suis plutôt expert en remodelage des relations intrafamiliales, mais ma carrière dans les services secrets m'autorise à donner quelques conseils sur les méthodes de saccage de la réputation des personnalités politiques.

On se souvient de l'écoeurement de François Mitterrand évoquant la mort tragique de Pierre Bérégovoy : « *L'honneur d'un homme a été jeté aux chiens* ». Je propose ici l'étude de deux cas.

1/ Le cas Rachida. C'est l'exemple à suivre. Prenez un ministre à la mode, de préférence une femme représentative de la *diversité*. Ne publiez aucune critique tant qu'elle est adulée par les médias et politiquement intouchable. Critères : invitations aux soirées à l'Élysée, aux balades sur des yachts de capitalistes en vue, robes chères, bijoux. Prenez des photos et des notes, enregistrez ses bavardages. Au premier signe venu de l'Élysée (pouce baissé, remarque vulgaire), publiez vos articles, un livre de révélations et vous passerez dans les grandes émissions de télévision : sur le plateau, oubliez la petite fille issue de l'immigration ; piétinez cette ambitieuse, concassez la calculatrice ; dénoncez ses amants sans apporter de preuves. On vous en saura gré

en haut lieu et vous gagnerez beaucoup d'argent. D'où mon premier conseil : *si tu veux vivre bien, jette aux chiens l'honneur de celui ou de celle qui gît déjà dans le caniveau.*

2/ Le cas Nicolas. C'est l'exemple redoutable : celui d'un homme affaibli mais pas terrassé. On voit alors des imprudents reprendre les enquêtes de la mauvaise presse (*Canard enchaîné* etc.) et souligner le goût du luxe du personnage qui, en pleine crise mondiale, passe des vacances de rêve dans des hôtels à 3 500 dollars la nuit, à l'invitation d'un homme d'affaires plus ou moins douteux. Comme le puissant personnage peut encore frapper bas et faire très mal, mieux vaut s'en tenir à son ordinaire lâcheté. On vous parle de narcotrafiquant mexicain ? Invoquez la présomption d'innocence. On vous dit que le porte-parole français de l'Élysée ment et que les autorités mexicaines ont réglé les factures des vacances ? Publiez une défense et illustration de la vie privée. D'où mon second conseil : *qui reste à ras de terre, vite coupera jarrets de qui titube sous les coups de l'adversaire.*

Colonel SPONZ

(1) Titre complet : « *Manip' ta Mère - Le Nom du Père et l'annulation ruptive, du fantasme au passage à l'acte* ». Directeur de recherches : Vicomte Criton des Alpes. Université Henri VIII. Haute-Poldévie.

Les invisibles du Calaisis

Une comparaison insoutenable entre le sort des Juifs sous l'occupation allemande et les conditions de survie des sans-papiers à Calais a masqué la réalité du scandale dénoncé par le film *Welcome*.

Non, il ne fallait pas, il ne faut jamais comparer les techniques d'arrestation, d'internement et d'expulsions des sans-papiers d'aujourd'hui et l'ensemble du processus mis en œuvre en vue de la Solution finale. Il n'y a pas de camps de concentration et d'extermination en France, les CRS ne sont pas des SS, ceux qui viennent en aide aux migrants ne risquent pas d'être déportés. Les propos excessifs de Philippe Lioret, réalisateur de *Welcome*, ont par ailleurs permis à Éric Besson, nouveau ministre de l'immigration, de se livrer à un exercice d'indignation qui, venant de lui, était parfaitement obscène.

Pour évoquer le scandale qui se déroule à Calais, il suffit de décrire ce qui se passe quotidiennement. Lorsqu'on voit *Welcome*, lorsqu'on écoute les témoignages des militants associatifs, lorsqu'on regarde les reportages publiés sur le site *Arrêt sur images* (1), on mesure l'exacte portée des décisions prises par Nicolas Sarkozy et par les ministres qui les exécutent.

Lorsque le centre de Sangatte a été fermé, nous avions écrit que la technique choisie était celle de la ventilation : on ne résout pas le problème, on disperse à tous vents ses éléments constitutifs afin qu'ils disparaissent de la scène médiatique. C'est ce qui s'est effectivement produit : les migrants qui veulent aller en Angleterre se retrouvent toujours à Calais ; les clandestins ordi-

naires peuvent faire l'objet d'une mesure d'éloignement, mais ceux qui fuient un pays en guerre (Afghans, Irakiens, Soudanais) ne peuvent pas être expulsés. Dans l'émission de Daniel Schneidermann, le philosophe Michel Feher explique que, dans le cas de ces réfugiés, « *les ordres de la hiérarchie sont des ordres d'invisibilisation. Il faut que ces gens se voient le moins possible. Il s'agit de les intimider pour qu'ils se fondent dans le paysage* »... qui est proche de l'état de nature : les migrants vivent dehors, dorment dans des abris de fortune dans une zone où règnent la misère et la violence.

Cette technique de l'intimidation est utilisée à tous les niveaux : les ministres mettent la pression sur les préfets et les commissaires de police - les mous sont mutés - qui contraignent les fonctionnaires de base. Les militants associatifs qui servent des repas chauds aux migrants sont à leur tour harcelés. Salauds de flics ? Non ! La plupart ne supportent pas ce qu'on leur ordonne de faire. A Calais, dit un responsable syndical, « *on a un taux de dépression nerveuse à la police aux frontières phénoménal, parce qu'il y a cette pression, ces quotas* »...

C'est Nicolas Sarkozy et ses ministres qui devront rendre des comptes pour ce qu'ils ordonnent de faire.

Sylvie FERNOY

(1) <http://www.arrets-sur-images.net/contenu.php?id=1763>

19 mars

Tous ensemble, tous ensemble !

En toute logique, à en croire les témoignages de la base, recueillis par les syndicats, la mobilisation du 19 mars se devait d'être un triomphe. L'incertitude demeure toutefois sur les suites du mouvement : la fragilité de l'unité syndicale et les divergences d'approche devraient peser sur la manière de gérer ce succès.

Les huit organisations syndicales qui appelaient à la mobilisation du 19 mars avaient reçu des renforts inattendus et de poids : *Total*, *Continental*, *Valéo*, le CAC 40, le Medef, mais également l'État. Les salariés qui hésitaient encore devaient venir grossir les rangs de la contestation d'une politique de relance qui n'est pas à la hauteur des inquiétudes du monde du travail et d'un patronat de plus en plus intransigeant. Les salariés du site *Continental* de Clairoix, dans l'Oise, n'ont pas compris ce qui leur arrivait le 10 mars dernier au sens propre comme au figuré. D'abord parce que l'annonce de la fermeture de l'usine leur a été faite... en anglais. Ensuite, parce que les règles n'ont pas été respectées par la direction française de cette multinationale allemande, qui impose une information préalable du comité d'entreprise. Enfin, parce que lorsque les salariés avaient accepté de revenir sur les 35 heures il y a un an pour travailler 40 heures, promesse leur avait été faite que, non

seulement l'emploi serait sauvegardé, mais que des nouveaux emplois seraient créés. Aujourd'hui, les quelque 1 100 salariés du site – dont le groupe vient d'annoncer pour 2008, d'énormes bénéfices – sont « scandalisés », « déçus », « révoltés », « KO debout » ; le délégué syndical CFTC qui avait pris le risque de signer seul l'accord sacrifiant les 35 heures se sent « trahi », « floué » et doit affronter la colère de ses collègues qui remettent en cause sa sincérité. Ultime précision pour comprendre l'injustice que ressentent les salariés : *Continental* est en train de construire un site en Roumanie qui sera opérationnel dès 2010.

Les scandales de ce type risquent de se multiplier, en toute impunité, dans les mois qui viennent, « les patrons se sentant tout puissants ». En témoignent les déclarations récentes de *Total* qui vient d'annoncer coup sur coup près de 14 milliards de profits en 2008 et la suppression de 555 postes. Et la communication est rodée : cela se fera sans

pertes d'emplois, les salariés seront recasés à l'intérieur du groupe... et les journalistes repercutent l'information sans commentaires. Mais aucun d'entre eux ne s'émue de l'absence de créations d'emploi. Aucun ne s'interroge sur la destination finale de ces 14 milliards : l'emploi ? les investissements ? les actionnaires ? Il y a fort à parier que les actionnaires, comme c'est le cas, depuis plus de vingt ans, se tailleront la part du lion. Il faut savoir, en effet, que les deux tiers des bénéfices réalisés par les entreprises du CAC 40 en 2008 ont été redistribués sous forme de dividendes aux actionnaires (souvent les fonds de pension).

Il y a dix ans, Lionel Jospin, alors Premier ministre, constatait l'impuissance du gouvernement à inverser la tendance. Aujourd'hui, rien n'a changé ou plus exactement les choses se sont aggravées : l'État apporte son soutien financier à des entreprises sans leur demander de contreparties ou en sachant qu'elles ne pourront pas respecter leurs engagements de ne pas délocaliser. Ainsi, *Valéo*, entreprise soustraitante du secteur automobile, percevra les aides de l'État versées dans le cadre du fonds stratégique de soutien aux entreprises en difficulté. Certes, des licenciements seront inévitables, mais *Valéo* s'engage à ne fermer

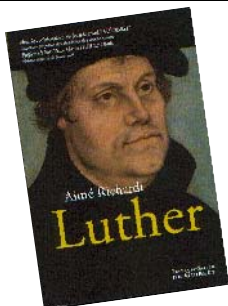
aucun site. D'où cette question que pose un syndicaliste : « comment un site de soixante salariés pourra-t-il fonctionner ? Cela signifie qu'à terme, l'usine fermera. Le contribuable aura payé pour rien ».

La liste est longue des injustices dont sont victimes les salariés : on pourrait ajouter la volonté du Medef de reculer d'un an l'âge de départ à la retraite dans le cadre des négociations actuelles sur le régime complémentaire, celle de l'État qui continue de supprimer des postes dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP)...

Tous les ingrédients étaient donc réunis pour que la journée de mobilisation du 19 mars soit une réussite. Que faire de ce succès ? quelle suite lui donner ? Telles sont les questions que les organisations syndicales doivent maintenant se poser. Conscientes des risques de durcissement et de débordements que le mouvement pourrait entraîner, certaines d'entre elles, CFTD en tête, mais aussi CFTC, CFE-CGC, voire Unsa, cherchent déjà le moyen d'en sortir, mais elles ne le feront pas sans avoir obtenu quelque chose du gouvernement. D'autres, SUD, CGT-FO, voire FSU, ne seraient pas opposées à l'appel à une grève générale. La CGT, comme à son habitude reste mystérieuse (1) sachant qu'elle détient les clefs de la sortie de crise, à condition, toutefois, que les syndicats restent maîtres du jeu. Ce qui est loin d'être gagné : de l'aveu même du secrétaire d'une des confédérations, déjà le 29 janvier, date de la première journée de mobilisation, les syndicats étaient dépassés par le succès. Ils sont donc face à un dilemme : trouver rapidement une solution, sous peine d'être débordés par un mouvement spontané dopé à l'injustice.

Nicolas PALUMBO

(1) Dans *L'Humanité* du 12 mars, Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, déclarait : « on aura de la suite dans les idées ». Ce qui veut tout dire et rien dire.



Aimé Richardt

Luther

Prix franco : 23 € Achat immédiat

Sarko au Congo

Entre rupture et continuité, la politique française en Afrique n'est plus très lisible.

« **L**e temps est venu de tourner la page de ces quinze dernières années ». Sarkozy le dit à la presse congolaise alors qu'il avait reporté son projet de voyage à Kinshasa et Brazzaville de janvier à la fin mars. Propos lourd de conséquences : quinze ans en arrière, cela nous ramène au déclenchement du génocide au Rwanda le 6 avril 1994. L'expression « *tourner la page* » est taboue au Rwanda. On ne tourne pas la page d'un génocide. On peut se tourner vers l'avenir, il le faut, mais sans oublier ni même pardonner le passé. Il faut seulement essayer de passer au travers.

Or, vu de Kinshasa, ce qui s'est passé au Rwanda n'a pas du tout la même signification : cela a marqué le début de la « *première guerre mondiale africaine* » qui ne s'est guère terminée qu'avec les élections de 2006, avec une estimation de trois à cinq millions de victimes (la plupart de maladies ou de dénuement) sur un total, également estimé, de près de soixante millions d'habitants. Outre le Rwanda, l'Angola, l'Ouganda, le Zimbabwe ont pris part au conflit sur le sol congolais (vaste comme l'Europe).

Comment réconcilier ces deux approches ? La première idée qui vient à l'esprit est le modèle européen de l'après-guerre, la CECA et le marché commun. La présidence française a eu raison de la proposer. Nous n'avons plus en France d'intérêts miniers. Nous pouvons donc plus aisément

dénoncer le jeu des grandes sociétés et des divers intermédiaires qui ont pollué le jeu politique congolais depuis un siècle, et spécialement depuis cette dernière guerre de la fin du vingtième siècle. La république démocratique du Congo en est la première victime même si beaucoup de politiciens en profitent à tous les niveaux. Il sera extrêmement difficile de revenir sur trente ans de *Mobutisme*, de pillage forcené du pays par leurs propres responsables avant même de mettre en cause les milices locales et les pays voisins.

L'entente entre les présidents rwandais et congolais, Kagame et Kabila, vivement critiquée par le corps politique congolais à Kinshasa comme contre-nature, est au contraire un acte de courage politique que, au bout du compte, tout le monde a fini par saluer. Il s'est agi de pacifier les territoires frontaliers du Kivu au peuplement particulièrement compliqué, mais déstabilisé par des groupes d'opposants rwandais. Il reste à proposer aux populations autochtones des perspectives d'avenir qui sont nécessairement liées aux échanges transfrontaliers. Le versant est du Congo est naturellement tourné vers l'Afrique de l'Est et réciproquement subit l'influence orientale. C'est à ce prix que les États enclavés sur la ligne de crête Congo-Nil et les Grands Lacs, Burundi, Rwanda et Ouganda, peuvent sortir de leur huis-clos multiséculaire et ne plus implorer. Chacun devrait pouvoir comprendre qu'il s'agit bien d'éviter les génocides à venir.

Combien dérisoires par comparaison les éternelles luttes d'influence entre francophones et anglophones. Mais là encore, il convient de se méfier des perceptions et représentations multiples. L'affirmation de la francophonie au Congo n'est pas qu'un faire-valoir auprès des Français. Le Congo n'est pas pour autant le premier pays francophone du monde dans la mesure où le français n'est pas parlé ou compris partout et par tous dans un pays encore largement analphabète. Cependant le français y est une réalité vivante. Lui seul permet aux Congolais de traverser la frontière linguistique entre les deux idiomes africains véhiculaires que sont le lingala à l'Ouest et le swahili à l'Est. C'est une responsabilité qui nous engage, mais aussi au Burundi et, quoi qu'on en pense, au Rwanda qui demeurent des pays francophones et à système d'éducation francophone, même si celui-ci est ouvert au bilinguisme en raison de ses voisins de l'Est.

Pas de renversement d'alliances donc, mais pas non plus de *Mobutisme* prolongé. La visite du président Sarkozy à Kinshasa, après qu'il se fut déjà rendu en Angola et eut cherché à renouer les fils avec le Rwanda, ne se veut pas une reconduction de celles effectuées par ses prédécesseurs, Giscard, Mitterrand ou Chirac. Le langage de vérité, qu'il avait si maladroitement esquissé à Dakar, doit impérativement être tenu auprès des Congolais.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE-BRETAGNE** – Le prince Charles d'Angleterre, accompagné de son épouse Camilla, duchesse de Cornwall, a entrepris un périple en Amérique latine destiné à favoriser la prise de conscience sur la crise environnementale. Ce voyage commencé à Santiago du Chili se termine aux îles Galápagos pour y célébrer les 200 ans de la naissance du naturaliste anglais Charles Darwin, qui y effectua ses principales observations, origine de sa théorie de l'évolution. A Rio de Janeiro, devant un parterre d'industriels, le prince a déclaré : « *N'importe quelle difficulté à laquelle le monde est confronté aujourd'hui ne sera rien par rapport aux effets que le réchauffement global aura sur l'économie mondiale* » et prévoyant : « *de grands déplacements de personnes cherchant à échapper aux inondations comme à la sécheresse [ce qui] augmentera l'instabilité sociale et les conflits potentiels* ».

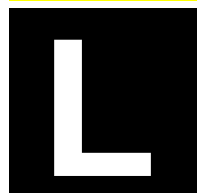
♦ **LUXEMBOURG** – Le 12 mars, la Chambre des députés a adopté, en deuxième lecture, à l'unanimité, le projet de révision de l'article 34 de la Constitution qui prévoit que désormais le Grand-Duc ne peut plus « sanctionner » une loi mais se doit de la promulguer dans les trois mois du vote de la Chambre. En décembre dernier, en première lecture, le projet avait été approuvé par 56 députés (sur 60). Un groupe de citoyens avait pris l'initiative de demander un référendum sur le sujet. Fiasco complet : il leur fallait recueillir 25 000 signatures pour l'obtenir, ils en ont obtenus 796... Il est vrai que le Grand-Duc lui-même était partisan de cette réforme qui l'ampute d'une part importante de ses pouvoirs.

♦ **RUSSIE** – Les espoirs des derniers tenants du mythe de la survie de deux des enfants du tsar Nicolas II, la grande duchesse Anastasia et le tsarévitch Alexis, viennent d'être définitivement ruinés par les analyses ADN. L'examen des ossements des deux corps, retrouvés en 2007 dans une tombe différente de celle où le reste de la famille avait été découvert en 1991, est formel : « *c'est une évidence indiscutable que nous avons maintenant l'ensemble de la famille* » affirme le généticien Terry Melton, directeur du Mitotyping Technologies Institute, spécialisé dans les analyses ADN médico-légales, ce qui est confirmé par le professeur Anthony Falsetti de l'université de Floride : « *la famille royale a été retrouvée, ils ont été identifiés et il n'y a pas de survivant, pas de princesse...* »

♦ **FRANCE** – C'est le 19 mars que Rachida Dati, maire du 7^e arrondissement, a célébré le mariage civil du prince Jean, duc de Vendôme avec Philomena de Tornos. Le mariage religieux aura lieu dans la cathédrale Notre-Dame de Senlis, le samedi 2 mai prochain. La messe sera célébrée par M^{gr} Dominique Rey, évêque de Fréjus.

♦ **GÉORGIE** – Lors de son troisième congrès national, le Mouvement monarchiste de la Couronne du Tsar a réclamé la tenue d'un référendum sur la question du rétablissement d'une monarchie constitutionnelle. Le chef du mouvement Iya Bagration Muhranskaya a affirmé : « *Le peuple géorgien a absolument besoin d'une personne pour retrouver son unité* ». Le patriarche orthodoxe Ilia II a incité les congressistes à renforcer encore l'idée monarchiste dans le pays.

Partir, et vite !



Une guerre menée par les États-Unis en Afghanistan est perdue. Après les Anglais au XIX^e siècle, après les Soviétiques au XX^e, les soldats américains et leurs alliés sont victimes de la politique de George Bush, d'erreurs stratégiques majeures et d'une absence totale de sens politique. Journaliste à *Libération*, auteur d'un livre sur

l'Afghanistan, Jean-Dominique Merchet nous donne ici l'éclairage historique, anthropologique et politico-militaire du conflit en cours – dont la France devrait se dégager au plus vite.

■ **Royaliste : Pourquoi ce livre ?**

Jean-Dominique Merchet : Je vais avoir cinquante ans cette année et l'Afghanistan était déjà dans l'actualité quand j'étais étudiant à l'Institut d'Études politiques de Grenoble à la fin des années soixante-dix. J'avais alors entrepris un travail sur la question afghane, que je n'ai pas poursuivi mais l'Afghanistan est constamment présent dans l'histoire de ma génération. Bien sûr, je m'en suis occupé plus précisément en tant que journaliste spécialisé dans les questions de défense.

Cela dit, beaucoup de Français ne se préoccupaient guère des affaires afghanes jusqu'à ce que dix de nos soldats soient tués dans l'embuscade du 19 août 2008. Maintenant, beaucoup de nos concitoyens s'interrogent sur l'engagement militaire de la France dans ce pays lointain et c'est pour eux que j'ai écrit ce livre – sans être, je tiens à le souligner, un spécialiste de l'Afghanistan. Mais, bien

entendu, j'ai consulté de nombreux spécialistes.

■ **Royaliste : Vous faites une description très précise de l'embuscade...**

Jean-Dominique Merchet : J'ai pu consulter des documents officiels ce qui m'a permis d'expliquer à peu près complètement ce qui s'est passé, dans un récit qui se trouve au début de mon livre. J'ai aussi évoqué l'étrange attitude de Nicolas Sarkozy qui a privatisé la mort de nos soldats. Comme s'il s'agissait d'un accident d'automobile !

■ **Royaliste : Comment s'est nouée la nouvelle tragédie qui frappe l'Afghanistan ?**

Jean-Dominique Merchet : L'Afghanistan vit une crise nationale depuis trente-cinq ans – bien avant la chute du communisme et le 11 Septembre... Jusqu'au début des années soixante-dix, le pays est une monarchie débonnaire incarnée par un roi qui gouverne assez peu parce qu'il sait que le pays est ingouvernable. L'État afghan existe depuis le XVIII^e siècle.

Avec la Thaïlande et l'Éthiopie, l'Afghanistan fait partie des quelques pays qui n'ont jamais été colonisés mais, au XIX^e siècle, il était au point de rencontre entre les impérialismes britannique et russe. Les deux grandes puissances se sont entendues pour ne pas chercher à contrôler ce pays, ce qui était sage puisqu'il est incontrôlable. Il faut souligner que l'Afghanistan a toujours été prosoviétique : sa monarchie a été le premier État à reconnaître la Russie bolchevique en 1919 et il y a toujours eu des relations très étroites entre l'Afghanistan et l'Union soviétique.

C'est en 1973 que la République est proclamée à la suite du coup d'État organisé par le prince Daoud. C'est un régime semi-communiste qui est renversé par les communistes en 1978. Or il n'y a pas plus de 5 000 militants communistes dans un pays archaïque. Les communistes vainqueurs sont divisés et s'entre-tuent, le pays se soulève et à Moscou, au Politburo, il y a un vrai débat sur l'intervention. Finalement,

l'Union soviétique intervient en 1979 et reste jusqu'en 1989.

■ **Royaliste : Contrairement à une impression courante, vous montrez que cette intervention ne se solde pas par une complète défaite.**

Jean-Dominique Merchet : Les Soviétiques ne se sont pas si mal débrouillés ! Il est vrai qu'ils ont subi de lourdes pertes dans les premiers mois mais ils ont finalement réussi ce que nous essayons de faire actuellement : *afghaniser* la situation.

Très vite, les Soviétiques comprennent qu'ils ne parviendront pas à contrôler militairement le pays : ils ont donc contrôlé les routes, aussi bien que nous le faisons, ils ont contrôlé les villes mieux que nous le faisons et leurs opérations militaires ont été relativement efficaces. Après avoir créé une armée nationale afghane et conforté un régime politique allié – ce que nous essayons de faire avec Hamid Karzaï – les Soviétiques ont effectué leur repli militaire en bon ordre et drapeaux déployés. De fait, le gouvernement communiste a duré encore trois ans. Puis il a été renversé en 1992 sous les coups des grands seigneurs de la guerre, Massoud et Hekmatiar, qui se sont ensuite massacrés dans Kaboul. Le désordre est tel que les talibans arrivent en 1996, ramènent l'ordre et la sécurité tout en instaurant une dicta-

ture islamique fanatique. A ce propos, notez que le régime des talibans n'est pas très différent de celui de l'Arabie saoudite : les talibans sont conservateurs, ils ne pensent pas une seconde à exporter une révolution islamique et à poser des bombes en Europe. Mais ils ont effectivement accueillis de véritables révolutionnaires – les hommes de Ben Laden. La suite est bien connue.

■ **Royaliste : Le sentiment national ne semble pas avoir progressé pendant ces guerres.**

Jean-Dominique Merchet : Xavier de Planhol, grand géographe français de tradition royaliste, a écrit un des meilleurs livres qui soient sur le monde musulman (1) et dans lequel il définit l'Afghanistan comme une anti-nation.

Cette définition est très juste car l'Afghanistan reste une juxtaposition de plusieurs groupes : Tadjiks de langue persane, Ouzbèkes, Pachtounes et bien d'autres groupes linguistiques et religieux.

Ce sont les Pachtounes qui portent l'idée nationale. Ils n'ont pas de définition ethnique car pour être Pachtoune il faut respecter la loi pachtoune – le pachtoun-wali. Le problème c'est que les Pachtounes sont théoriquement séparés par la ligne Durand qui fait office de frontière – pas reconnue par le gouvernement afghan – entre l'Afghanistan et le Pakistan. Le pays pachtoune existe cependant de part et d'autre de la ligne et les fameuses « zones tribales » pachtounes, qui sont quant à elles en territoire pakistanais, ne sont pas contrôlées par Islamabad. C'est dans ces zones que sont cachés les hommes d'Al-Qaïda et sans doute Ben Laden.

■ **Royaliste : Qu'en est-il du Pakistan ?**

Jean-Dominique Merchet : Le Pakistan est terrorisé par son voisin indien et il a une Alsace-Lorraine qui s'appelle le Cachemire. Sur ses arrières, il n'a pas envie d'avoir un pays ennemi : il veut donc un régime qui lui soit favorable ou du moins qui soit neutre. Islamabad est à 150 km du

Cachemire et à 80 km de l'Afghanistan : d'où l'intervention pakistanaise dans les affaires afghanes. Les Pakistanais ont soutenu les talibans mais ceux-ci n'ont pas été fabriqués par les services secrets pakistanais : c'est une des tendances religieuses de la région. La mouvance talibane est très compliquée, certains insurgés sont des pachtounes qui ne sont pas talibans et les insurgés ouzbèkes ne sont pas non plus des talibans.

■ **Royaliste : Quels sont les objectifs de l'actuelle coalition ?**

Jean-Dominique Merchet : Nul ne saurait contester l'excellence des intentions ! Il s'agit d'apporter à l'Afghanistan les droits de l'homme, la sécurité et la prospérité – ce qui me laisse dubitatif.

Les Soviétiques étaient environ 100 000 et ils se sont toujours plaints d'être trop peu nombreux. On ne peut tenir 70 000 km² d'un pays très montagneux avec les 70 000 hommes que regroupe la coalition dont la moitié vit enfermée dans leurs bases. Les Allemands, par exemple n'ont pas le droit de se battre et, pour l'anecdote, ils ont bu un million de litres de bière l'année dernière !

Quant à la France, les milieux officiels vantent volontiers sa générosité. En fait, notre pays participe pour 5 % à l'effort militaire et contribue pour 1 % à l'aide au développement du pays. Comme le dit un spécialiste : « *la France est moins avare du sang de ses soldats que de son argent* ». Cela dit, l'aide internationale au développement de l'Afghanistan est un échec : on trouve de l'argent pour créer des écoles, ce qui est une bonne chose, mais pas pour faire les grandes routes et les centrales électriques indispensables au pays.

■ **Royaliste : L'intervention de 2001 était-elle justifiée ?**

Jean-Dominique Merchet : A mon avis, l'intervention se justifiait car des bases de terroristes qui visaient l'Europe et les États-Unis existaient en Afghanistan. Sur le plan juridique, la situation n'est pas du tout la même que celle du



■ **Il a fallu la mort de dix de nos soldats en août dernier pour que les Français s'intéressent à l'Afghanistan...**

Kosovo et de l'Irak : il y a eu une résolution des Nations unies demandant au gouvernement afghan de livrer les terroristes ; les talibans ont refusé et les opérations militaires que vous connaissez ont été déclenchées.

Il était donc nécessaire d'éliminer ces terroristes. Mais avons-nous la légitimité qui nous permet d'aller en Afghanistan pour établir les droits de l'homme et construire un Afghanistan ? Non. En avons-nous la capacité ? Non. Il faut laisser les peuples vivre leur histoire mais si cette histoire vient percuter l'histoire de notre pays, la réplique me paraît indispensable. Cela dit, la lutte contre le terrorisme est une affaire de services spéciaux : les soldats occidentaux tels qu'ils sont employés ne permettent pas de lutter efficacement contre le terrorisme. N'oublions pas non plus que les terroristes ne sont pas des Afghans : ils sont venus parce qu'ils étaient encouragés par les Américains après 1979. Mais ne sombrons pas dans la théorie du complot impérialiste : les alliés des Américains dans la confrontation avec l'Union soviétique sont devenus leurs ennemis. Ce type de retournement s'observe souvent dans l'histoire.

■ **Royaliste : Votre conclusion est que la France doit se désengager...**

Jean-Dominique Merchet : Précisément, il nous faut préparer les conditions de notre départ. Après avoir engagé l'armée française avec beaucoup de prudence, Jacques Chirac avait retiré nos troupes

spéciales alors que Nicolas Sarkozy a doublé le nombre de soldats effectivement présents sur le terrain. La situation militaire générale est telle que l'armée française est aujourd'hui dans un piège et il faut essayer de s'en extraire le plus intelligemment possible.

Il n'est d'ailleurs pas impossible que les Occidentaux parviennent à créer quelques zones de sécurité puis quittent le pays comme l'ont fait les Soviétiques. En envoyant des troupes supplémentaires, le président des États-Unis veut sans doute protéger les grandes voies de communication et engager des négociations dans de bonnes conditions. Mais les Américains ne pourront pas faire plus. On ne peut pas conquérir l'Afghanistan et le président Karzaï ne parvient pas à établir une unité politique dans ce pays qui est détruit. Il faut nous tirer les leçons de ces échecs et quitter l'Afghanistan en bon ordre. Le plus tôt sera le mieux.

Propos recueillis par B. La Richardais

■ (1) Xavier de Planhol – « *Les nations du Prophète* », Fayard, 1993, prix franco 45 €. [Achat immédiat](#)

Jean-Dominique Merchet
Mourir pour l'Afghanistan

Éd. Jacob-Duvernét
prix franco : 22 €.

[Achat immédiat](#)

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

Mercredi 25 mars - Contrairement à ce qui est affirmé en haut lieu, les idées ne sont pas des mots manipulables à l'infini et la philosophie n'est pas une discipline ennuyeuse qui ne servirait à rien. Quand nous parlons de l'individu, de la personne, de l'homme, il importe de savoir pourquoi nous utilisons plusieurs mots, en quoi ils se distinguent et s'ils ont toujours eus la même signification. Quand nous évoquons les valeurs de notre civilisation avec les références habituelle à Platon, à Aristote et aux théologiens médiévaux, il nous faut comprendre en quoi ces pensées fondatrices se distinguent et comment elles peuvent se nouer puisque nous continuons à utiliser, sans toujours le savoir, la langue des « vieux » philosophes.

C'est dans cet esprit que nous écouterons **Axel TISSERAND**, agrégé de Lettres classiques, diplômé d'études approfondies de philosophie et docteur en sciences religieuses, il nous présentera un philosophe et théologien dont la pensée, capitale, est méconnue : « **Boèce, philosophe et théologien de la personne** ».

Mercredi 1^{er} avril - Anthropologue, **Georges BALANDIER** vient régulièrement nous présenter ses ouvrages. Notre dialogue se poursuit à l'occasion de la publication d'un nouvel ouvrage dans lequel notre invité répond aux questions de Claudine Haroche, sociologue et anthropologue, et de Joël Birman, psychanalyse et professeur à Rio de Janeiro. De quoi s'agit-il ? D'un retour sur l'ensemble de l'œuvre de Georges Balandier, accomplie dans les premiers engagements et dans les grands voyages africains, avec maints détours qui permettent de revenir, plus clairvoyant, au principal et à l'essentiel. On sait aussi que Georges Balandier entraîne ses lecteurs dans les « nouveaux nouveaux mondes ». Ces autres voyages, qu'on peut faire presque immobile devant ses écrans, nous font durement ressentir une nouvelle expérience : « **Le dépaysement contemporain** » que la crise mondiale va rendre plus sensible. Raison de plus pour se relier fermement à l'histoire, au Politique, au prochain...

Le tournoi des ombres

Ce que les Anglais appellent « Grand Jeu » et les Russes « Tournoi des ombres » est une partie d'échecs où l'on voit rivaliser en Asie centrale les armées et les agents respectifs du Tsar et de la Reine d'Angleterre. Cette histoire méconnue est passionnante. Son actualisation ne l'est pas moins.

Selon la logique impériale de la conquête à l'infini, Russes et Britanniques cherchent au XIX^e siècle à étendre aussi loin que possible leur puissance et leur influence. En Europe, les Tsars qui voudraient contrôler les Détroits et rêvent de rétablir la chrétienté à Istanbul se heurtent aux Anglais et aux Français. Plus à l'est, la Russie pousse victorieusement ses avantages dans le Caucase et s'avance en Asie centrale ce qui inquiète vivement l'Angleterre... Telle est la géopolitique du *Grand Jeu* qui est aussi, de part et d'autre, une fascinante aventure. C'est d'ailleurs Rudyard Kipling qui le désigne comme tel et les activités des diplomates, des militaires et des espions nourriront tout un imaginaire : tableaux, romans, chansons, films – du *Kim* de Kipling à *Un héros de notre temps* de Lermontov, des *Lanciers du Bengale* au *Soleil blanc du désert*, classique du cinéma soviétique.

Le numéro d'*Autrement* (1) consacré aux enjeux géopolitiques de l'Asie centrale relate les rudes réalités et les fictions de cette confrontation, clairement expliquées par Alexey Tereshchenko, dans laquelle l'Afghanistan joue déjà le rôle d'une pièce maîtresse. Il importe au plus haut point de connaître l'histoire de l'Asie centrale, retracée par Sergueï

Dmitriev, et les principaux aspects du *Tournoi des ombres* pour comprendre la partie qui se déroule depuis la chute de l'Union soviétique dans une Asie centrale qui est redevenue un enjeu majeur pour les grandes puissances.

Bien entendu, les acteurs ne sont plus tous les mêmes : les Anglais jouent aujourd'hui un rôle très effacé et ils ont été remplacés par les Américains ; la présence russe est toujours très forte ; il faut désormais compter avec la Chine, avec la Turquie et demain avec l'Iran qui pousse déjà quelques-uns de ses pions. L'Union européenne est active, comme le montre Juliette Le Doré dans sa contribution, et la France avait de belles cartes qu'elle va perdre en les confondant avec celles des Américains – chassés d'Ouzbékistan puis tout récemment du Kirghizistan et qui partiront battus d'Afghanistan.

Pourquoi l'Asie centrale est-elle importante ? On y trouve du pétrole et du gaz, ce qui intéresse les Russes, les Américains, l'Union européenne et les Chinois. Y opèrent aussi des islamistes sans que l'on puisse faire entrer les conflits politico-religieux dans le schéma du *choc des civilisations* car des influences culturelles fortes et diverses – culture russo-soviétique, cultures persane,

turque, indienne, influences occidentales – se mêlent à un *vécu religieux* complexe voire confus. S'y ajoutent des questions économiques et écologiques et, surtout, la stratégie des grandes puissances.

Jacques Sapir démêle cet écheveau. Après avoir rappelé les erreurs commises par les Américains, qui ont voulu en finir avec la Russie au lieu de s'allier avec elle, il souligne le rôle de l'*Organisation de coopération de Shanghai* résolument ignoré par la plupart des journalistes français alors que l'OCS réunit les Russes, les Chinois et quatre anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale dans une alliance politique, économique et militaire. Le rôle de Gazprom est examiné de près, de même que les différents aspects de la coopération entre les Russes et les Iraniens dans cette partie du monde.

Quant à la France, Jacques Sapir est amer : « *Plutôt que de se précipiter tête baissée dans la voie d'une normalisation atlantiste, une politique d'indépendance bien conçue aurait pu être un véritable facteur de paix, et la France, avec la Russie, aurait pu tenter de constituer un pont entre l'Otan et l'OCS. Cette opportunité a été perdue durant l'hiver 2007-2008* ».

Le *Grand Jeu* va continuer. Sans nous...

Yves LANDEVENNEC

📖 (1) Dirigé par Jacques Piatigorsky et Jacques Sapir - « *Le Grand Jeu, XIX^e siècle, les enjeux géopolitiques de l'Asie centrale* », Éditions Autrement – collection Mémoire/Histoire n° 145, janvier 2009, prix franco : 22 €.

 **Achat immédiat**

Combats pour l'unité

Fruit d'un colloque, voici un ouvrage qui oriente la réflexion vers de nombreux domaines et dans toutes les directions (1). Quant au passé gaullien et gaulliste nous avons là du beau travail d'historiens qui publient leurs contributions sur les relations qui existèrent entre le général de Gaulle et les militaires, les hauts fonctionnaires, les intellectuels, les patrons et autres *forces vives* de la nation. Ceci en différentes époques – la France libre, la Libération, la guerre d'Algérie et la fin des années soixante –, selon le point de vue du général de Gaulle et les opinions des groupes concernés.

Ces recherches sur les élites nous conduisent à faire le lien avec l'actualité, qui se caractérise par la constitution d'une petite partie de celles-ci en une oligarchie ultra-libérale que la crise mondiale met en échec et qui est de plus en plus radicalement contestée. D'où la question du remplacement des élites qui ont failli à leur mission... La réponse est dans la révolution qui entre maintenant dans sa phase active mais qui ne projette pas encore de lumière sur le proche avenir.

Quant à nos espoirs et à nos angoisses (car cette nouvelle révolution contient comme toutes les autres sa charge de violence) le général de Gaulle est pour nous exemplaire. Cela ne signifie pas qu'il faille l'imiter car ses décisions étaient prises en fonction de situations tout autres : les Allemands n'occupent pas la France métropolitaine, des parachutistes ne sont pas prêts à sauter sur Paris et la dynamique soixante-huitarde est à l'opposé du mouvement social qui s'est déclenché en 1995. Dès lors, comment le Général peut-il aujourd'hui nous inspirer ?

Charles de Gaulle est l'homme autour duquel se rassemble une nouvelle élite française. Comme celle qui fit les belles années de la Révolution française (nos ancêtres monarchiens !), celle qui se retrouve dans la France libre n'est pas sortie tout armée d'un bois de sauvages : c'est la petite noblesse militaire, quelques hauts fonctionnaires, des bourgeois aventuriers qui rompent avec l'esprit bourgeois, une poignée d'intellectuels... Cette nouvelle élite se rassemble autour d'un homme qui n'a grand rang ni prestige avant 1940 mais qui prend tous les risques pour le salut de la patrie.

Charles de Gaulle est l'homme des *ruptures* – le mot est à sauver de la logorrhée sarkozienne. Pas seulement la rupture de 1940 avec le pétainisme et la rupture de 1958 avec le régime d'Assemblée. Alors qu'on voit les héros de maintes épopées s'installer dans le confort des places conquises, le Général cherche l'unité, non le consensus, dans le combat : pendant la guerre, il livre bataille au

général Dentz en Syrie et liquide (politiquement) le général Giraud à Alger ; après 1958 il casse les militaires qui se rebellent et les gaullistes qui se sont révoltés contre lui ; après 1965, il décide de quitter l'organisation militaire atlantique et tente de bousculer par la Participation le jeu convenu entre patronat et syndicats. S'il échoue dans le domaine social, c'est qu'il s'est montré trop respectueux de la grande et petite bourgeoisie financière (Antoine Pinay, Valéry Giscard d'Estaing). Il a tort de confier à ces deux libéraux les finances de la nation, puis de choisir Georges Pompidou pour gouverner la France. Il faudrait se demander pourquoi. Retenons pour l'instant que lors de chaque rupture le général de Gaulle affronte une partie des élites (des militaires, la technobureaucratie, la plupart des intellectuels) et qu'il permet le renouvellement partiel de celles-ci.

C'est une nouvelle élite militaire qui met en place la force nucléaire de dissuasion. C'est une nouvelle élite administrative qui planifie le redressement de la France après la Libération puis sa forte croissance économique pendant les *Trente glorieuses*. Contrairement à une illusion très répandue (et que j'ai longtemps partagée) la République gaullienne n'assure pas le triomphe de *l'énarchie*, ou plus généralement la captation du pouvoir par la technocratie (2) tout simplement parce que le général de Gaulle incarne le Politique en tant que tel et demande aux fonctionnaires qu'ils obéissent aux injonctions ou à l'impulsion politiques d'un président élu au suffrage universel. Maintenant que les avocats d'affaires sont au pouvoir, on mesure mieux la qualité du service rendu par les grands commis de droite et de gauche au temps du Général, ce qui ne doit pas empêcher de rappeler ce qu'il y eut de confus, de contradictoire et de violent dans le gaullisme de gouvernement.

Nous voici prévenus des chances et des risques présentés par les nouvelles élites, lorsqu'elles exercent des responsabilités. Mais nous n'en sommes pas tout à fait là. Nous connaissons les Français et les Françaises qui sont prêts à *s'atteler* – comme disait de Gaulle – à la révolution économique et sociale dans la fidélité aux principes de 1789 et de 1946, mais aucun rassembleur ne s'est déclaré. Cette absence aurait-elle des motifs sociologiques qui tiendraient à un affaiblissement général des caractères et à une réorientation des ambitions ? Je crains qu'il faille répondre par la négative. Le général de Gaulle, qui n'aurait pas fait 1 % dans les sondages d'opinion en mai 1940, apparaît et s'impose après le désastre militaire de 1940 et quand la guerre civile menace en 1958. Depuis toujours hostile à la politique du pire, nous constatons que la France se trouve confrontée à un immense désastre économique provoqué par la guerre sociale que le patronat mène contre les salariés. Il n'est pas impossible que quelqu'un se présente en recours...

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) sous la direction de Serge Bernstein, Pierre Birnbaum, Jean-Pierre Rioux – « *De Gaulle et les élites* », Fondation Charles de Gaulle et éditions de La Découverte, 2008, prix  [Achat immédiat](#) | franco : 24 €.

📖 (2) cf. l'ouvrage majeur de Jean-François Kesler – « *Le pire des systèmes... à l'exception de tous les autres. De l'énarchie, de la noblesse d'État et de la reproduction sociale* », Albin Michel, 2007, prix franco : 18 €.  [Achat immédiat](#) |

28^e Congrès de la Nouvelle Action royaliste

Nous publions ici les textes qui ont été adoptés lors du 28^e Congrès de la NAR qui s'est tenu à Paris les 7 et 8 mars dernier. Ces textes sont également disponibles sur notre site internet www.narinfo.fr.st

Déclaration de politique générale

En écho à plusieurs économistes de réputation internationale, la Nouvelle Action royaliste n'a cessé d'expliquer pourquoi le système ultra-libéral se détruirait lui-même et provoquerait une crise de très grande ampleur.

C'est pourquoi elle réclamait depuis 1983 :

- la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique, inscrite dans le cadre d'une protection du continent européen contre les agressions commerciales et financières ;

- la nationalisation du crédit ;

- la hausse massive des salaires ;

- la mise en œuvre d'un nouveau plan de développement économique et social.

Dès l'automne 2007, il était clair que les États-Unis et l'Europe étaient entrés dans une crise systémique – à laquelle il fallait résister par des mesures rapides et cohérentes, concertées avec l'ensemble des puissances européennes. Face à cette épreuve, la France était mieux armée que certains de ses voisins, qui s'étaient plus complètement soumis à la logique ultra-libérale.

Chef tonitruant d'un orchestre réduit à produire une musique d'ambiance, Nicolas Sarkozy n'a pas compris que la crise était engendrée par l'ultra-concurrence sur le marché mondialisé ; par la baisse des salaires qui en résulta et

qui fut compensée par l'endettement massif des ménages américains et britanniques notamment ; par la libre circulation des mouvements de capitaux. Ses diatribes contre le capitalisme ont masqué l'inertie de l'État dont on annonçait paradoxalement le « retour ». C'est seulement en décembre 2008 que Nicolas Sarkozy a annoncé un plan de relance d'ampleur limitée et en partie fictif après avoir décidé de prêter sans contrepartie des sommes considérables aux banques françaises.

Cette incompréhension de la crise et cet amateurisme exposent l'économie nationale et les Français à subir des chocs d'une violence inouïe sans que l'État prennent les moyens de les en protéger, sans que l'Union européenne et la zone euro puissent les préserver des tempêtes économiques, financières et bientôt monétaires.

Nul ne saurait s'étonner que de nombreux Français, à commencer par les citoyens des départements d'outre-mer, décident de se révolter : seules les manifestations de rue et les grèves peuvent contraindre Nicolas Sarkozy à renoncer à lutter contre la crise du système ultra-libéral par des recettes ultra-libérales.

Les militants et sympathisants de la Nouvelle Action royaliste participent activement au mouvement social qui commence à prendre forme.

Ils **redoutent** que la politique économique qu'ils préconisent soit appliquée trop tard, partiellement, de manière incohérente, dans la panique et sous la pression de groupes d'intérêts.

Ils **souhaitent** que les élections européennes soient l'occasion d'un grand débat national autour des véritables enjeux : protection souple de l'Europe ou libre-échangeisme ; laisser-faire ou nationalisation du crédit, contrôle des mouvements internationaux de capitaux et mise de la Banque centrale européenne sous la tutelle du Conseil européen. Ils s'attendent cependant à un débat de pure forme entre des chefs de partis qui, à droite comme à gauche, se servent des élections européennes pour placer des hommes d'appareil et des vaincus du suffrage universel.

Suite aux motions adoptées par son Congrès, la Nouvelle Action royaliste propose :

Dans le domaine social, de renouer avec les principes fondateurs de la participation, à commencer par le blocage des fonds sur cinq ans et leur affectation exclusive à l'investissement productif ; que soit institué un contrôle par les salariés de l'affectation et de la gestion des fonds ; de ne pas négliger d'autres systèmes d'épargne salariale comme l'intéressement, l'actionnariat salarié ou les divers plans d'épargne d'entreprise, à condition qu'ils ne

viennent pas interférer avec les négociations salariales.

Dans le domaine international, la France doit donner l'exemple d'une politique du développement visant la conquête ou la reconquête de la souveraineté alimentaire par les pays pauvres ; elle doit donner l'exemple d'accords de stabilisation des échanges agricoles avec les États ACP dans le cadre de systèmes nationaux ou continentaux de protection souple. Elle doit favoriser, contre les logiques ultra-concurrentielles, des politiques agricoles adaptées aux situations locales et intégrant les dimensions sociales et écologiques dans les projets spécifiques de développement.

Sur le plan géopolitique, la Nouvelle Action royaliste n'a cessé de militer pour que la France se retire complètement de l'Otan afin que des soldats français cessent de combattre et de mourir sous commandement étranger dans des opérations dont les objectifs, la stratégie et la tactique sont fixés à Washington. La Nouvelle Action royaliste dénonce par conséquent le retour complet dans l'organisation militaire dirigée par les États-Unis et demande que l'armée française ne soit plus engagée dans les combats qui se déroulent en Afghanistan. La Nouvelle Action royaliste participera aux manifestations organisées contre l'Otan et contre l'alignement politique et militaire de la France, décidé sans que le peuple français soit consulté.

La crise alimentaire mondiale

À l'automne 2008, la crise alimentaire a pris un tour dramatique, marqué par de violentes manifestations populaires en Égypte, dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne et à Haïti. Des déclarations alarmantes ont été faites par la Banque mondiale et le FMI, la FAO a consacré à la crise son sommet de juin puis divers facteurs conjoncturels de tension ont disparu et l'attention s'est portée sur la brutale aggravation de la crise financière en septembre 2008. La gravité de celle-ci ne saurait faire oublier la situation alimentaire mondiale, au prétexte qu'elle n'affecterait pas directement notre pays. La France doit faire entendre sa voix et il est urgent qu'elle présente des solutions d'ensemble pour que cesse, à terme, ce scandale insupportable : plus de 800 millions d'êtres humains, un milliard dans quelques années si les tendances négatives se confirment, sont ou seront soumis à la malnutrition cause directe de maladies et morts prématurées et cause potentielle de bouleversements sociaux et environnementaux.

Dans un contexte de changement climatique et d'érosion des sols cultivables, la crise du printemps 2008 a été provoquée par divers aléas (sécheresses anormales et inondations) et par des facteurs conjoncturels : réduction

des stocks de l'Union européenne depuis plusieurs années ; spéculation intense favorisant la hausse des prix des denrées – le pain et le riz tout particulièrement. Ces phénomènes ont été aggravés par les décisions prises depuis plusieurs décennies : dans les pays pauvres, les produits agricoles exportables sur le marché mondial ont été privilégiés par rapport aux cultures vivrières selon la théorie, fautive, des avantages comparatifs. En imposant à la fin du siècle dernier des « programmes d'ajustement structurel » inspirés par cette théorie, le FMI porte une très lourde responsabilité. Plus généralement, l'abandon progressif des politiques agricoles étatiques et interétatiques au profit de la libéralisation des échanges sur le marché mondial a produit, en matière d'alimentation comme dans tous les autres domaines, de funestes effets. L'encouragement à la production d'agrocarburants revient à détourner une partie de la surface agricole au détriment de la production alimentaire. Enfin les conflits liés à l'utilisation de l'eau représentent un des facteurs potentiels de crise pour l'avenir de la production agricole, liés à des politiques nationales voire régionales égoïstes.

C'est pourquoi la Nouvelle Action royaliste propose :

- L'interdiction de la spéculation sur les matières premières et sur les denrées alimentaires par l'instauration d'un système de prix négociés entre pays ou groupes de pays.

- Des moratoires sur les développements des agrocarburants et sur la culture des OGM tant que les conséquences écologiques, économiques et sanitaires de leur utilisation n'auront pas été éclaircies.

- Le renforcement des moyens alloués à la recherche publique facteur décisif dans l'optique d'une agriculture répondant aux critères du développement durable.

- L'encouragement au strict contrôle des investissements étrangers dans les pays menacés par l'installation d'industries prédatrices financées par des puissances étrangères – la Chine et divers pays producteurs de pétrole – en Afrique, en Asie, en Ukraine...

- Le soutien aux plans de relance des productions agricoles nationales qui visent à satisfaire les besoins immédiats de la population du pays en garantissant aux paysannes locales qu'elles pourront continuer à posséder la terre.

- Le soutien par aides financières appropriées aux programmes d'investissements nationaux dans le matériel agricole, le soutien aux programmes nationaux et plurinationaux d'irrigation et d'assainissement de l'eau, l'aide à la formation des agronomes et des vétérinaires afin de

préserver le bétail et de le protéger des maladies.

Ces plans de soutien, qui devront être largement subventionnés par les pays riches, pourront se déployer dans le cadre d'une FAO disposant des moyens nécessaires, mais aussi par accords entre États et groupements d'États. La France et la Confédération européenne que nous appelons de nos vœux sont appelées à jouer un rôle décisif pour aider au développement agricole des pays de la zone ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) dans le cadre d'une refonte de la politique agricole commune.

- La mise en place d'accords de stabilisation des échanges agricoles internationaux portant sur la nature et le volume des produits agricoles importés et exportés, afin d'éviter que les produits locaux ne fassent l'objet d'une concurrence destructrice.

La France doit donner l'exemple d'une politique du développement visant la conquête ou la reconquête de la souveraineté alimentaire par les pays pauvres ; elle doit donner l'exemple d'accords de stabilisation des échanges agricoles avec les États ACP dans le cadre de systèmes nationaux ou continentaux de protection souple. Elle doit favoriser, contre les logiques ultraconcurrentielles, des politiques agricoles adaptées aux situations locales et intégrant les dimensions sociales et écologiques dans les projets spécifiques de développement. ■

Participation et droit des salariés

Autour de 1960, en pleine Guerre froide, alors que le Parti communiste français dépasse à chaque scrutin politique 20 % de suffrages et que la CGT attire un grand nombre de salariés, le gouvernement du général De Gaulle conçoit et met en œuvre la participation des salariés aux fruits de l'expansion. Il vise, ainsi, plusieurs objectifs :

- donner aux salariés un supplément de revenu ;

- concilier patronat et salariat en leur fixant des intérêts communs ;

- rééquilibrer les relations sociales en leur donnant une orientation moins conflictuelle, puisque la participation doit faire l'objet d'un accord d'entreprise qui fixe le mode de répartition de la réserve de participation (uniforme ou proportionnel au salaire ou lié à l'ancienneté) ;

- permettre aux salariés de se constituer une épargne de moyen

terme, et aux entreprises de bénéficier de fonds destinés à l'investissement productif : la part de revenu supplémentaire qui découle de la participation est, en effet, bloquée pendant cinq ans.

D'abord facultative, la participation est rendue obligatoire dans les entreprises d'au moins cent puis d'au moins cinquante salariés. Mais, au fil du temps, les principes qui ont présidé à son instauration sont dévoyés : progressivement, les accords de participation se substituent à la politique salariale, rompant ainsi avec l'esprit de la loi.

Une dérive

- qui est encouragée par les exonérations fiscales et sociales dont bénéficie la participation, puisqu'il devient plus avantageux, pour les entreprises, de recourir à la participation que d'augmenter les salaires,

- qui n'est pas sans conséquences pour les caisses de l'État et de la Sécurité sociale,

- qui constitue une régression sociale car, contrairement aux salaires versés tous les mois et dont les montants sont fixés par contrat, donc connus à l'avance, les primes de participation, dépendant des résultats enregistrés par l'entreprise l'année précédente et des prévisions de l'année en cours, sont par nature aléatoires.

En 2004, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, autorise les bénéficiaires de la participation à débloquent les fonds pour augmenter leur pouvoir d'achat et favoriser la consommation. Outre que cette mesure va à l'encontre des objectifs recherchés en détournant de l'investissement les sommes épargnées dans le cadre de la participation, elle a révélé son inefficacité dans la mesure où les fonds débloqués ont été reportés sur des produits d'épargne plus longs comme l'assurance vie. Et

pourtant, cette disposition a été reprise dans la loi de septembre 2008 sur les revenus du travail.

La Nouvelle Action royaliste propose :

- de renouer avec les principes fondateurs de la participation, à commencer par le blocage des fonds sur cinq ans et leur affectation exclusive à l'investissement productif ;

- de rendre obligatoire la participation dans toutes les entreprises quel que soit leur effectif ;

- de supprimer les exonérations sociales sur les primes de participation ;

- de supprimer les exonérations fiscales sur les primes de participation ;

- que soit institué un contrôle par les salariés de l'affectation et de la gestion des fonds ;

- de ne pas négliger d'autres systèmes d'épargne salariale comme l'intéressement, l'actionnariat salarié ou les divers plans d'épargne d'entreprise, à condition qu'ils ne viennent pas interférer avec les négociations salariales. ■

Vers la violence sociale

Une employée de banque tuée en janvier dernier à Paris. Dans toutes sortes d'établissements financiers, de nombreux salariés en relation avec la clientèle sont chaque jour insultés et menacés. Même situation critique dans les bureaux des nouveaux Pôles emploi : insultes, agressions physiques, menaces avec armes (1). Dans les usines qui licencient ou qui ferment, la tension monte et des patrons sont houspillés ou séquestrés. En Guadeloupe, un manifestant a été tué et on a tiré à l'arme de chasse sur des policiers...

Les motifs de ces comportements sont clairs. Dans les banques, ce sont des clients exaspérés par un refus de crédit ou la confiscation d'une carte de paiement qui s'en prennent à ceux qui se trouvent à portée de la main. Dans les Pôles emploi, l'angoisse des chômeurs est accrue par l'immense désordre provoqué par la fusion entre l'ANPE et les ASSEDIC qui retarde de plusieurs mois le paiement des allocations. On sait que dans le patronat ultra-libéral le licenciement et la compression des bas salaires sont les seules « variables » utilisées pour réduire les coûts. Le harcèlement des policiers est pour certains groupes un rituel de fin de manifestation mais d'ordinaire ce dévouement restait limité.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une contagion de la violence sociale qui va s'étendre et se durcir à mesure que la crise économique s'intensifie. Il est désolant de constater que cette violence frappe des salariés du privé et des fonctionnaires qui sont eux-mêmes soumis au « management par le stress » et

à l'obligation de résultats chiffrés qui provoquent des dépressions nerveuses et des suicides. Les pouvoirs publics, quand ils s'apercevront de l'ampleur du « problème », ne le résoudront pas par des campagnes de communication incitant au respect mutuel.

L'impuissance prévisible du gouvernement (autrement dit, de Nicolas Sarkozy) tient d'abord au fait qu'il a perdu sa légitimité démocratique, selon les trois



critères de l'adhésion populaire, du service rendu et de la tradition nationale :

- Les élections de 2007 résultent d'une série de mensonges éhontés et le référendum est refusé au peuple français sur les questions cruciales du Traité de Lisbonne et du retour complet dans l'Otan. Le consentement populaire fait défaut.

- Le pouvoir politique ne rend pas service à l'ensemble de la collectivité nationale : il n'est pas capable de la protéger de la crise, il est lié aux organisations patronales qui mènent contre les salariés une guerre de classe méthodique et implacable.

- La rupture de la continuité historique est délibérée dans le domaine de la défense et de la

politique extérieure du fait de l'alignement sur les États-Unis.

Du coup, des citoyens en nombre croissant se sentent floués, abandonnés, trahis. Ils subissent dans l'angoisse l'accumulation des crises et la perte de leurs certitudes – celle, essentielle, d'être défendus par une Armée étroitement liée à la nation mais désormais contrainte d'opérer sous commandement étranger. Les manifestations des salariés le 19 mars et celle des opposants au retour dans l'Otan, à Strasbourg le 4 avril, ont un lien étroit.

Cette situation critique renvoie chaque citoyen, les syndicats et tous les partis d'opposition à leurs responsabilités.

Les citoyens doivent faire l'effort de maîtriser leur violence : au lieu d'insulter, de menacer et de frapper les employés et les policiers, il faut se dire et leur dire que nous sommes tous prisonniers d'un système qui fonctionne par la peur et l'humiliation. Il faut se dire et leur dire que notre commune colère doit viser les seuls oligarques : grands patrons ultra-libéraux, dirigeants des principaux médias, les ministres et leur chef. Il faut que la lutte sociale soit organisée par des directions syndicales représentatives qui doivent organiser la résistance populaire sans compromis avec la « gouvernance » de faillite. Il faut que la lutte des classes trouve une première issue politique dans la victoire des démocrates sur les oligarques. Puisque les formations gaullistes ont presque disparu, il est urgent que les partis de gauche prennent enfin leurs responsabilités et mobilisent selon les nécessités du salut public. Sinon, nous risquerons chaque jour un peu plus le déchaînement de la pure violence.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'enquête réalisée sur le site *M a r i a n n e 2* : http://www.marianne2.fr/Les-agres-sions-se-multiplient-dans-les-poles-emploi_a176964.html